

Daniel Tissot cultive la parcelle Pré-du-Stand depuis 1976 et a vu la zone agricole au Grand-Saconnex se réduire comme peau de chagrin. Il souligne les enjeux climatiques et alimentaires du scrutin

BUREAUX OU AGRICULTURE?



RACHAD ARMANIOS

Votation ► Sur le plan, la parcelle agricole de 12,8 hectares dite du Pré-du-Stand le long de l'autoroute doit accueillir 90 000 m² de bureaux, cinq terrains de foot, un bâtiment pour la formation de la relève footballistique et quelques équipements publics. Sur place, la moitié du terrain est semée de blé en pousses, dont l'agriculteur Daniel Tissot dit ne pas savoir s'il pourra le récolter en juillet. «Si le déclassement de zone est accepté le 24 novembre, le projet pourrait démarrer très vite.»

Le terrain qu'il loue à l'hoirie Tissot – des arrière-petits-cousins – est coincé entre l'autoroute, bordée de l'autre côté par les pistes de l'Aéroport où prédomine l'orange d'Easyjet, la route de Colovrex et une dune de matériaux d'excavation. Celle-ci coupe le Pré-du-Stand dans sa moitié: «C'est le chantier de la tranchée couverte de la route des Nations. Quand il sera terminé en 2022-2023, le terrain sera rendu à l'agriculture.» Du moins si les référendaires l'emportent. Daniel Tissot cultivait cette moitié du champ encore jusqu'à il y a cinq ans, quand son bail, arrivant à terme, n'a pas été renouvelé.

Roulette russe

S'il devait quitter Pré-du-Stand qu'il ensemeince depuis 1976, Daniel Tissot perdrait un quart des terres qu'il exploite – il en loue à Chambésy, Bellevue et en



Pour Daniel Tissot, «les générations futures payeront nos mauvais choix, chaque mètre carré de zone agricole perdu l'est définitivement.» JPDS

face de Palexpo. «Je ne ferais pas boutique, mais cela deviendrait très compliqué», souffle-t-il, sans pouvoir chiffrer le manque à gagner. «Je fais de l'exploitation extensive, c'est une roulette russe car cela signifie des rendements très variables et les récoltes peuvent être mangées par un insecte. Je n'utilise ni fongicide, ni insecticide, ni limiteur de croissance. Seulement du désherbant une fois par an au printemps et des engrais. C'est l'étape avant le bio.»

A vrai dire, les mauvaises années ont surtout été dues à de

longues périodes sans ou avec trop de pluie. La faute au changement climatique, pointe le paysan. A ce propos: «C'est inhumain de massacrer la zone agricole avec les problèmes climatiques et environnementaux actuels.» Il ajoute: «Nous, les agriculteurs, nous sommes là juste pour entretenir le paysage? Ou nous sommes aussi là pour approvisionner la population? Les générations futures payeront nos mauvais choix, chaque mètre carré de zone agricole perdu l'est définitivement. Pour le plus grand bon-

heur des multinationales de l'agro-business.» Daniel Tissot, lui, produit des céréales «Genève, région, terre avenir» (GRTA), le label garantissant une production et une distribution à Genève.

Dernier vestige agricole

L'amateur de motos de 61 ans – il a parcouru l'Ouest américain avec une Goldwing 1500 – est issu d'une famille de paysans depuis cinq générations. Il fait tout, tout seul, depuis le décès de son père il y a vingt-trois ans. Il a vu la zone agricole se ré-

duire comme peau de chagrin au Grand-Saconnex, dont Pré-du-Stand est le dernier vestige. Palexpo, les parkings, la halle 7... il énumère les étapes du développement urbain qui a avalé la nature en trente ans.

Alors que, sur son terrain, court une ligne électrique à haute tension, que le bruit de l'autoroute couvre même celui des avions qui atterrissent, Daniel Tissot promet, photos à l'appui, qu'au printemps dernier, le colza en fleur offrait un paysage paisible et ensoleillé, une respiration indispensable

dans un coin ceinturé par des chantiers.

Et la pollution? «Mes céréales sont nettoyées, ventilées, analysées. Elles sont propres.» La pollution sonore, elle, est variable, mais il estime totalement indigne que des requérants d'asile soient logés dans le foyer de l'Aéroport, en bout de piste, qu'on est censé distinguer derrière le feuillage d'un arbre.

«Se nourrir ou se divertir, il faut choisir»

Une envolée qu'on n'attendrait pas forcément de ce citoyen qui vote «souvent» pour l'UDC. Il l'accuse cette fois de «fausses promesses» puisqu'elle avait, paraît-il, affirmé pour les cantonales 2018 qu'elle lutterait contre le bétonnage des zones agricoles.

En face du Pré-du-Stand, se trouve aussi le centre sportif du Blanché, avec ses cinq courts de tennis et trois terrains de foot, dont un plus petit. Selon la commune, ce n'est pas assez, car l'un des terrains prévus à la place des épis de blé sera mutualisé avec l'équipe du Grand-Saconnex. Le Servette FC, lui, pourra regrouper ses équipes au Pré-du-Stand, gagnant deux terrains de plus qu'à Balexert, où sera érigé le nouveau Cycle du Renard.

«En cas de non, une solution de remplacement sera forcément trouvée. Par exemple, des containers en attendant de rénover l'actuel Cycle. Quant au foot, les Evaux, où un centre sportif existe déjà, sont mieux indiqués. Quand bien même, entre nourrir ou divertir la population, il faut choisir», tranche l'agriculteur. On le quitte en insistant une énième fois pour qu'il se laisse photographier. Mais l'homme pense que cela compliquerait encore les relations avec ses «cousins» propriétaires. I

LE COMITÉ BÉTONNE SA DÉFENSE

«Nous sommes engagés pour le sport, la jeunesse et la formation, des objectifs suffisamment importants pour justifier le sacrifice de 12,8 hectares de zone agricole», introduit Laurent Moutinot, ancien conseiller d'Etat socialiste et président du comité «Pré-du-Stand, un + pour notre futur». Ce comité, qui organisait une conférence de presse le 6 novembre, réunit vingt-sept personnalités issues du sport – Jean-Louis Bottani (course de l'Escalade), Gérard Castella (ex-footballeur)... – ou encore de la politique – Sandrine Salerno, Pierre-François Unger...

Responsable technique à l'Association cantonale de foot (ACGF), Sébastien Fourrier estime crucial que le Servette, à l'étroit à Balexert, déménage dans de nouvelles infrastructures où pourra aussi être regroupée la relève qu'il ne fait pas sens de disperser aux quatre coins du canton. Les équipes de jeunes de 11 à 13 ans et de foot féminin sont amenées à croître, assure-t-il. Un oui dans les urnes est nécessaire, ajoute-t-il, pour garder les talents et conserver le titre de centre de compétence cantonal.

Député UDC, Christo Ivanov assure que le pôle foot n'est pas envisageable aux Evaux. Et à Mouille-Galland, où il a été imaginé dans un premier temps? Outre la

difficulté d'avoir affaire à de multiples propriétaires, le conseiller administratif de Vernier, Martin Staub, affirme que le lieu est désormais destiné à des jardins familiaux: «La commune ne reviendra pas en arrière, des engagements envers les habitants ont été pris.» «Dans un canton exigu, il n'y a pas d'alternatives», garantit Vincent Subilla, directeur de la Chambre de commerce, d'industrie et des services. «Il y aura toujours des plans B, contredit Yvan Slatkine, président de la Fédération des entreprises romandes. Mais on perdra dix ans de plus. Peut-on s'y risquer au détriment des jeunes, de nos enfants? Le développement durable, c'est aussi son volet social.»

Car Anne Thorel Rueggesser, secrétaire générale de la Fédération des associations de parents d'élèves de l'école obligatoire, insiste sur la nécessité de construire rapidement le nouveau Cycle du Renard. «Même si l'actuel, vétuste, était rénové d'ici 2021, il manquerait de la place.» En 2024, le secondaire I comptera 1500 élèves de plus, l'équivalent de deux bâtiments actuels. Il faudra bien accueillir les élèves quelque part.»

Ce mot d'ordre, rare dans une votation, n'a été légitimé ni par les associations de parents ni par une assemblée générale,

puisqu'il a été décidé par le seul comité de la Fapeo. «Mais ce sont des discussions (la pénurie de bâtiments, ndlr) que nous avons depuis très longtemps.»

Laurent Moutinot, lui, déplore que la votation soit «polluée par l'affaire Maudet», puisque l'investisseur, Magid Khoury, a le statut de prévenu dans le cadre du fameux voyage à Abu Dhabi. «Mais il (Pierre Maudet, ndlr) n'est pas à l'origine de ce projet», insiste l'ancien conseiller d'Etat socialiste. Il poursuit par un mea culpa en référence au malheureux montage financier du Stade de Genève, puisqu'il était alors aux affaires, pour mieux affirmer que, dans le cas de Pré-du-Stand, «nous avons appris de nos erreurs.»

Yvan Slatkine loue pour sa part un projet «gagnant pour l'économie». L'aspect immobilier «est piloté par le privé sur une parcelle privée. Il y aura zéro argent public. C'est donc un faux procès de prétendre que les bureaux resteront vides. Car si c'est le cas, c'est le privé qui s'en mordra les doigts, mais en réalité, on en cherche près de l'Aéroport.»

Dans *Le Temps*, Magid Khoury a expliqué qu'une partie des bureaux sont destinés à devenir un «Geneva Innovation Campus», un lieu pour rassembler les initiatives éparses dans le développement durable. RA

COMMENTAIRE

Des bureaux sur une terre agricole si rare? Aberrant!

Sacrifier une zone agricole si rare pour des bureaux à profusion, qui s'ajouteront aux centaines de milliers restés vides? Antonio Hodgers, censé guider l'aménagement, l'agriculture et l'environnement dans ce canton, se lave les mains de toute responsabilité puisque c'est l'investisseur privé qui a choisi d'ériger des bureaux au Pré-du-Stand. La Fédération des entreprises romandes, elle, ne voit que le béton qui coule pour le bien de l'économie. A l'heure des canicules chroniques et des mobilisations pour le climat, la nature et les arbres, une telle légèreté est affligeante. Certes, les besoins en bâtiments scolaires sont criants, ceux pour le foot légitimes, même s'ils n'apparaissent pas indispensables. Mais pas question de se laisser prendre en otage par ce projet ficelé, où l'on imbrique l'intérêt privé pour une juteuse opération

immobilière dans celui de la collectivité. On nous a déjà fait le coup avec le stade de Genève, où les prétendus impératifs du foot ont justifié de construire un centre commercial et, accessoirement, un stade trop grand, trop vide, trop cher. En cas de non le 24 novembre, il incombera aux autorités de trouver très vite des alternatives – l'exemple du Musée d'art et d'histoire montre qu'il ne faut pas se laisser impressionner. Les 18,5 millions mis sur la table par Magid Khoury ne sont pas une économie pour l'Etat. Car ils lui coûtent la perte d'une terre agricole alors qu'il a pour mission de protéger la paysannerie suisse et l'environnement. Ces 90 000 m² de bureaux, vendus comme un «green new deal» par Magid Khoury, sont surtout une aberration, un «new greenwashing», qui ne devrait duper personne.

RA